

Pas une de plus : action contre les féminicides p. 5
Des immigrants et des papillons (le film), Colloque sur la laïcité p. 9.

Droit de parole

Les luttes populaires au centre-ville de Québec > Volume 51, Numéro 2, Avril Mai 2024 > Droitdeparole.org

La rue n'appartient pas qu'aux voitures



Sur la rue Marie-de-l'Incarnation le 15 avril. Photo: DDP.

Une nouvelle piste cyclable sur Marie- de-l'Incarnation

Une piste cyclable de 2 kilomètres sera déployée dès cet été sur la rue Marie-de-l'Incarnation de la Pente douce à la rivière Saint-Charles. La rue sera plus agréable pour les cyclistes, mais aussi pour les pétions et les piétonnes. **À lire en page 3**

Histoire des employés de l'entrepôt du Super C en lock-out

Des travailleurs et travailleuses d'un entrepôt du supermarché Super C de Charlesbourg sont en lock-out depuis des mois. À l'approche du 1er mai, c'est l'occasion de mettre en lumière leur lutte méconnue. **p. 6**

Les débardeurs du Port de Québec en lock-out depuis 600 jours

Retour sur ce conflit de travail qui perdure depuis 18 mois au port de Québec. Quel espoir pour les travailleurs en arrêt depuis plus d'un an? **p. 6**

Vivement le bioplastique!

Par Bruno Marquis

Il est facile de nous sentir démunis devant l'ampleur des changements à apporter pour réduire notre empreinte sur l'environnement et lutter contre les changements climatiques. Il importe à mon avis d'en cibler certaines causes et de s'y attaquer à fond, collectivement, de nombreuses façons.

Les plastiques à base de pétrole que nous utilisons à profusion dans la composition d'une multitude de biens de toutes sortes sont certainement une de ces très importantes causes de pollution. Ils sont toxiques, persistants dans l'environnement, et néfastes autant pour la santé humaine que pour la faune en général. Nous les retrouvons partout dans l'environnement, sur terre, dans les océans et jusque dans notre organisme. Leur production est aussi une grande génératrice de gaz à effet de serre.

Le recyclage de ces plastiques à base de pétrole, auxquels on a parfois ajouté des additifs toxiques, ne fonctionne quant à lui carrément pas - et cela malgré notre acharnement. Environ 9% des plastiques à base de pétrole sont recyclés, dont seulement un faible pourcentage entre dans la composition de nouveaux plastiques - qui sont en fait composés en grande partie de plastique neufs, à base de pétrole... On n'en sort pas!

Le bioplastique, qui existe sous diverses formes, est lui, facilement biodégradable. On peut le produire à partir de déchets organiques, d'algues, de résidus de l'agriculture ou de la pêche, etc. Son utilisation en lieu et place du plastique à base de pétrole contribuerait énormément à assainir notre environnement et

faciliterait du coup le recyclage des autres matériaux, comme le papier, le verre, le fer et l'aluminium.

L'Italie, qui est passée à l'utilisation de sacs exclusivement en bioplastique et qui veut élargir la transition vers les autres produits en plastique doit nous servir de modèle dans cette nécessaire transition.

La tâche ne sera pas facile, mais nous devons tous ensemble pousser en ce sens, en parler dans les médias sociaux, dans les journaux, convaincre ces derniers d'en parler aussi, de prendre position pour le bioplastique, et amener des députés et des partis progressistes à le faire aussi. Il est urgent de régler ce grave problème environnemental!

Avril 2024, Gatineau

Deux nouveaux groupes se joignent au Fonds de solidarité des groupes populaires

Le comité des femmes immigrantes de Québec et la Table citoyenne Littorale Est se sont joints au Fonds de solidarité des groupes populaires (FSGP) lors de la dernière assemblée générale de la fondation le 3 avril dernier.

Le comité des femmes immigrantes de Québec, un groupe créé en 2020 par et pour des femmes immigrantes, veut contribuer à l'amélioration des conditions de vie individuelles et collectives des femmes immigrantes de la Capitale nationale. Les membres du comité travaillent aussi à la participation des femmes pour la vie culturelle et démocratique et comptent prendre la parole dans l'espace public.

Quant à la Table citoyenne Littorale Est, elle s'est fait connaître depuis quelques années dans sa résistance à Laurentia, ce projet d'expansion du port de Québec. Elle travaille actuellement à redonner un accès au fleuve aux ci-

toyens et aux citoyennes de Maizerets du Vieux-Limoilou ainsi qu'à la création d'un centre autogéré dans un garage appartenant actuellement à la Ville de Québec.

Ces deux groupes travailleront dorénavant avec Les Amis de la terre, le Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur, et le journal Droit de parole dans la recherche de fonds. La campagne de 2024, qui s'amorce ce printemps, est d'autant plus importante qu'il s'agit du 50e anniversaire de la fondation créée par des groupes de défense de droits de Québec en 1974. (N.C.)



Etienne.Grandmont.TASC
@assnat.qc.ca



418 646-6090



830, rue St-Joseph Est,
bureau 403
G1K 3C9

Etienne
GRANDMONT
Député de Taschereau



Droit de parole

266, rue Saint-Vallier Ouest
Québec (Québec) G1K 1K2
418-648-8043
info@droitdeparole.org

droitdeparole.org
Retrouvez Droit de parole

sur Facebook
Droit de parole a comme objectif de favoriser la circulation de l'information qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, ainsi que les luttes contre toutes formes de discrimination,

d'oppression et d'exploitation. Droit de Parole n'est lié à aucun groupe ou parti politique. L'équipe de Communications Basse-ville est responsable du contenu rédactionnel du journal. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs. Droit de parole bénéficie de

l'appui du ministère de la Culture et des Communications du Québec. Dépôt légal : Bibliothèque Nationale d'Ottawa, Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN 0315-9574
Courrier de 2^e classe

N° 40012747
Tirage : 6 000 exemplaires
Distribués porte à porte dans les quartiers du centre-ville. Disponible en présentoirs
Équipe du journal :
Francine Bordeleau, Andréann Poirier, Yorick Godin, Robert Lapointe, Simon M. Leclerc,

Monique Girard, David Jonhson, W. Stuart Edwards, Andréann Poirier
Coordination : Nathalie Côté
Révision : Lorraine Paquet, R. Martel, Andréann Poirier
Design : Marie-Isabelle Fortin
Collaboration spéciale :
Bruno Marquis

Photos : W. Stuart Edwards,
Illustration : Yoric Godin
Imprimeur : Les travailleurs syndiqués de Hebdo-Litho



Corridor Vélo cité

Une piste cyclable créée sur Marie-de-l'Incarnation dès cet été

C'est une petite révolution dans le quartier Saint-Sauveur. Pour le bonheur des cyclistes, mais aussi pour les piétons et piétonnes. Une piste cyclable sera déployée dès l'été 2024 sur Marie-de-l'Incarnation, de la Pente-douce à la rivière Saint-Charles. Dorénavant, la rue n'appartient plus seulement qu'aux automobilistes.

Par Nathalie Côté



Marie-de-l'Incarnation à l'angle de la rue Saint-Vallier Ouest. Photo : DDP

Présenté lors d'une soirée d'information et d'échanges, le 19 mars dernier au centre communautaire Edouard-Lavergne, le projet a tout pour emballer les résidents du quartier Saint-Sauveur et de Saint-Malo, voire de toute la ville de Québec. Une trentaine de personnes étaient sur place et en visioconférence et elles ont pu s'exprimer sur ces « nouveaux aménagements en mobilité active. »

Ainsi, dès cet été 2024, la Ville installera une piste cyclable de deux kilomètres en direction nord et une vers le sud. Les voies actuelles pour les voitures demeurent. La rue va perdre quelques espaces de stationnements. Ces changements ne toucheront aucunement l'accès au transport en commun et aux voies réservées pour les autobus.

Sécurité, marquages au sol et temps de traversée augmenté

Des marquages verts seront aussi peints au sol pour mettre en valeur les passages piétons et les pistes cyclables. Le temps de traversée des piétons aux feux de circulation sera aussi augmenté pour faciliter le passage des personnes âgées et des personnes à mobilité réduite.

Une porte-parole de la Ville a assuré la population que ces deux kilomètres de pistes cyclables ne seront pas des autoroutes pour vélo. Ces pistes cyclables sont en effet parfois utilisées aussi par des personnes en fauteuil roulant. Somme toute, la marche devrait aussi y être plus agréable.

« C'est un projet évolutif vers un projet permanent » a précisé Pierre-Luc Lachance, conseiller de Saint-Roch-Saint-Sauveur. La Ville a d'abord consulté les commerçants et les commerçantes et leurs besoins de stationnements et de débarcadères ont été intégrés au projet. Les représentants de la Ville insistent sur le travail de « co-construction » et de « co-création » pour ne pas répéter les erreurs du passé, ont-ils précisé. On pense notamment à la réfection imminente de la rue Saint-Vallier Ouest encore contestée par les citoyens. Sur Marie-de-l'Incarnation cependant, on sent un réel besoin de changement et une volonté commune d'améliorer les déplacements et la vie quotidienne des gens du quartier.

Il n'est pas trop tard pour corriger le tir

Le projet de transformation de la rue Saint-Vallier Ouest a fait l'objet de plusieurs consultations publiques, mais le scénario d'un sens unique a été évoqué surtout lors de sondages, sans véritables échanges avec la population.

C'est la sécurité qui a guidé les choix de l'administration de Bruno Marchand. La Ville veut diminuer les accidents trop fréquents sur Marie-de-l'Incarnation, comme l'ont dénoncé à plusieurs reprises les parents qui revendiquent une diminution de la vitesse à 30 kilomètres autour de l'école Saint-Malo. Ainsi que l'a souligné une jeune mère lors de la consultation : « Les enjeux de sécurité sont énormes. »

L'expérience du Chemin Sainte-Foy

Selon les données de la Ville, depuis l'installation de la piste cyclable sur le Chemin Sainte-Foy, le nombre d'accidents a diminué; et la Ville a constaté une diminution de la vitesse des voitures. Les résidents vivant sur le chemin Sainte-Foy ont aussi noté une diminution du bruit.

« C'est un projet évolutif, qui ne réglera pas tout. On corrige un problème là depuis 40 ans », admet le conseiller de Saint-Roch-Saint-Sauveur. Cette artère a été construite pour les déplacements automobiles en pleine croissance à l'époque. Ce qui en fait un des endroits des plus hostile pour les piétons.

Les pistes cyclables seront installées entre les voies des autos et les trottoirs, et vont améliorer la sécurité des piétons et des piétonnes. L'ingénieur de la Ville présent lors de la soirée a répondu aux questions des automobilistes inquiets de conserver les virages aux intersections.

Le projet a été conçu avec l'aide de la Chaire de mobilité de l'école Polytechnique de l'Université de Montréal. Il s'inscrit dans le corridor pour vélo de 35 km que la Ville de Québec est en train de développer partout sur le territoire. Les deux kilomètres de piste cyclable de Marie-de-l'Incarnation connecteront avec la piste du Chemin Sainte-Foy et avec celle de la rivière Saint-Charles.

La somme des avantages a convaincu la majorité des personnes présentes, tant les changements sont attendus depuis longtemps sur le boulevard. La majorité des gens du quartier en convient. Un résident a proposé que soit installé un photo-radar à l'intersection du boulevard Charest et de Marie-de-l'Incarnation qui « manque d'amour » comme le disait si bien Pierre-Luc Lachance lors de sa campagne. L'arrivée de la piste cyclable va probablement améliorer la sécurité et l'ambiance. L'expérience le dira!

Rue Saint-Vallier : une pétition déposée au conseil municipal

Une pétition signée par 700 personnes a été déposée au conseil municipal de la Ville de Québec mardi 16 avril, pour demander que le projet de sens unique prévu sur la rue Saint-Vallier Ouest soit revu. Les signataires déplorent le manque d'écoute de l'administration municipale sur le projet controversé.

Les organisations Vivre en Ville et le Collectif pour un transport accessible et abordable à Québec (TRAAC) joignent leurs voix à celles des signataires de la pétition et demandent que le service de transport en commun soit considéré dans le projet de verdissement et de réfection de la rue.

Les trois organismes, favorables au verdissement du quartier, déplorent cependant le sens unique qui contribuera à une diminution de l'accès au transport en commun pour les personnes les plus vulnérables du quartier.

Pour les organismes, ce n'est pas une consultation digne de ce nom : « les sondages ont été utilisés pour justifier des décisions qui semblaient déjà prises, sans offrir un espace pour un dialogue constructif sur les impacts réels du projet », soutient Cyane Topalovic Tremblay, animatrice-coordonnatrice au Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur.

Les organisations demandent que « le projet de la rue Saint-Vallier Ouest soit réévalué avec une véritable participation citoyenne et en considérant le transport en commun. Comme le souligne Pierre-Yves Chopin, conseiller chez Vivre en Ville : « c'est pas grave, ça arrive, des erreurs. Ce qui serait grave, c'est de ne pas corriger le tir avant qu'il ne soit trop tard ». (NC)

Action éclair contre les féminicides

Depuis près d'un an, le Regroupement des groupes de femmes de la Capitale-Nationale appelle à des actions tous les jeudis suivant un féminicide. Ce sont de courtes actions non-mixtes et inclusives. Femmes, personnes trans et non-binaires, femmes de tous les quartiers et de diverses origines s'y rencontrent en solidarité.

Josianne Faucher a été tuée le 9 avril. Pour dénoncer cet énième féminicide, une trentaine de femmes se sont rassemblées le 11 avril à l'angle des rues Marie-de-l'Incarnation et Saint-Vallier. L'action s'est déroulée entre 12h30 et 13h. Les automobilistes étaient nombreuses à affirmer leur solidarité à coups de klaxon. (NC)



Action éclair du 11 avril. Photo : DDP.

Ressources pour femmes victimes de violence

En tout temps, l'urgence : 911

SOS violence conjugale : 1-800-363-9010
Ligne ouverte 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 dans plusieurs langues

Centre des femmes de la Basse-Ville :
418-648-9092
De 8h à 16h30 du lundi au jeudi

Centre femmes d'aujourd'hui (Sainte-Foy) : 418-651-4280
De 8h à 16h30 du lundi au jeudi

Centre ressources pour femmes de Beauport : 418-661-3535
De 8h à 16h30, du lundi au jeudi

Violence info à Québec : 418-667-8770
Lundi au vendredi de 8h à 16h30

Télés, radios et journaux communautaires s'unissent

Par **Andréann Poirier**

Pour faire face à la crise actuelle, les médias communautaires québécois (radios, journaux, télés) ont demandé au gouvernement Legault d'inclure des mesures d'appui concrètes pour les médias communautaires dans le budget déposé à l'Assemblée nationale, le 12 mars dernier.

L'Association des radios communautaires du Québec (ARCQ), la Fédération des télévisions communautaires autonomes du Québec (FTCAQ) et l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) demandent au gouvernement Legault la création « d'un fonds d'urgence qui contribuera à la pérennité de l'ensemble des médias communautaires aux prises avec des baisses de leurs revenus publicitaires ».

La publicité aux géants numériques ou aux médias locaux ?

Elles revendiquent aussi « de renouveler et d'accroître considérablement l'engagement pris par le gouvernement du Québec en 1995, d'investir une partie de son budget publicitaire dans les médias communautaires ». L'achat de publicité dans les médias locaux, journaux, télés et radios est essentiel à leur vitalité. On sait qu'une partie de l'enveloppe publicitaire est dépensée chez les géants du numériques.

Les trois associations demandent aussi au gouvernement « d'augmenter de façon significative et d'indexer annuellement le Programme de soutien aux médias communautaires (PAMEC), géré par le ministère de la Culture et des Communications, qui n'a pas été bonifié depuis quelques années ».

« Il incombe au gouvernement du Québec d'investir de manière responsable dans des entreprises d'ici pour livrer ses messages au plus grand nombre de citoyens possible au lieu de recourir à des plateformes numériques étrangères, » soutient le président de l'ARCQ, François Carrier.

Des médias de proximité

Les médias communautaires sont présents sur tout le territoire, ce qui garantit à la population un accès équitable à l'information gouvernementale, peu importe la situation géographique. Les actions revendiquées s'avèrent nécessaires alors que les radios, télés et journaux communautaires s'efforcent de maintenir leurs acquis pendant que les entreprises et les gouvernements, dont celui du Québec, poursuivent l'achat d'annonces publicitaires sur des plateformes comme Facebook et Instagram.

Le soutien revendiqué par les médias communautaires s'explique parce qu'ils sont autant de remparts

contre la crise des médias en raison de leur proximité citoyenne. Ce sont de bons gestionnaires des ressources auxquelles ils ont accès. De plus, ils forment une grande partie de la relève professionnelle en communication, effectuent un travail d'information unique et indispensable, notamment lors d'événements climatiques (ex. : feux de forêt, inondations, etc.), et sont parmi les principaux diffuseurs des actualités quotidiennes et culturelles québécoises.

Force est de constater que rien n'a changé, y compris depuis le dépôt en 2020 du rapport de la Commission de la culture et de l'éducation portant sur l'avenir des médias d'information. La Commission recommandait alors au gouvernement de « poursuivre et d'intensifier ses actions pour appuyer financièrement les différents médias afin de pérenniser l'information de qualité dans toutes les régions du Québec ». Cela dit, toute mesure mise de l'avant par Québec doit tenir compte de la réalité des médias communautaires, pour qui les crédits d'impôt, par exemple, sont inutiles puisqu'il s'agit d'organismes à but non lucratif. « Les investissements faits par le gouvernement vont directement aux services à la population et non dans les poches des actionnaires. L'argent se retrouve directement investi dans la production de nouvelles et d'émissions locales », précise le président de l'AMECQ, Joël Deschênes.

Palestine

Voix Juives Indépendantes revendique un cessez-le-feu

Par David Johnson



Manifestation en solidarité avec le peuple palestinien. Photo : W. Stuart Edwards.

Le 7 avril dernier plus de 500 personnes ont marché de l'Assemblée nationale en direction du consulat états-unien dans le Vieux-Québec. Depuis six mois, les manifestants se rejoignent chaque fin de semaine, pour dénoncer à l'unisson ce qui se passe à Gaza - maintenant couramment appelé un génocide.

Un cessez-le-feu immédiat, une fin de l'occupation de la Palestine, et que les responsables soient accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité : voici quelques-unes des réclamations des manifestants,

outrés par les crimes surréels des Israéliens et la complicité de nombreux politiciens et institutions au Québec et à travers le monde.

Devant le consulat états-unien un discours très engagé a été livré par Jesse Greener de Voix Juives Indépendantes, un groupe anti-sioniste actif dans la lutte pour la justice en Palestine.

M. Greener dénonce l'appui direct des chefs d'État occidentaux à ce qui se passe à Gaza : « C'est bien connu

qu'on n'a pas besoin d'être juif pour être sioniste » soutient-il. Le porte parole de Voix juives indépendantes a dénoncé avec véhémence les États-Unis du président Joe Biden.

Selon M. Greener, la situation n'est pas si différente au Canada : « Même si les Canadiens critiquent le génocide israélien, par son militarisme, son nationalisme, ses droits inégaux qui favorisent sa population juive blanche, le Canada reste un pays sioniste ».

Pour les groupes comme Voix Juives Indépendantes, les valeurs et enseignements du judaïsme sont diamétralement opposés à la suprématie religieuse et raciale de l'État israélien. « On s'oppose à l'occupation des terres palestiniennes et au traitement odieux de ces peuples. En effet, nous voyons clairement que le Sionisme constitue les racines qui poussent le fascisme militaire croissant en Israël actuellement. »

En même temps, M. Greener dénonce l'utilisation des juifs par les chefs d'État sionistes de l'Occident, « comme des boucliers humains pour (leurs) objectifs politiques, militaristes et économiques. »

La situation est des plus polarisante. Sur une note personnelle, M. Greener mentionne que sa famille a été bannie de leur synagogue pour le Séder de la Pâque juive à cause de leur participation dans les manifestations comme celle du 7 avril. « En effet, c'est dû à une influence Israélienne dans notre synagogue qui ne veut pas que les participants soient en notre présence. Ils sont inquiets des juives et des juifs qui voient que le génocide israélien démontre clairement que l'histoire de la Pâque juive est directement liée aux luttes des Palestiniens d'aujourd'hui pour survivre. »

En collaboration avec Serge Roy.

Québec et de Rouyn-Noranda joignent leurs forces contre la pollution de Glencore

Le 6 avril dernier, des militants et des militantes de Québec et de Rouyn-Noranda ont mené des actions simultanées ciblant la multinationale Suisse Glencore, source des émissions de nickel à Québec et de la pollution émise par la fonderie Horne. À Québec, cette mobilisation s'inscrit dans la mobilisation pour la Grande manifestation régionale pour le Jour de la Terre du 21 avril prochain.

« Lutter contre la pollution de l'air, c'est aussi s'attaquer aux grands émetteurs de GES, dont l'industrie, les transports et les énergies fossiles. En s'attaquant aux pollueurs, on fait d'une pierre deux coups. » soutient Anthony Cadoret, organisateur communautaire au REPAC 03-12. (NC)



Photo : Répac.

Club entrepôt à Québec Un autre lock-out

Par Francine Bordeleau

Sous le coup d'un lock-out décrété après une unique journée de grève, les travailleuses et les travailleurs du Club Entrepôt ont décidé de se battre contre un géant qui les écrase.

Ben oui!

Lorsqu'ils passent à hauteur du Maxi du boulevard Henri-Bourassa, aux abords de l'arrondissement Charlesbourg, des automobilistes klaxonnent parfois, en signe d'appui. C'est là que les employés en lock-out du Club Entrepôt, commerce contigu au Maxi, ont dressé leur ligne de piquetage. Ce coin de la ville est exposé aux quatre vents mais par chance, l'hiver a été plutôt clément.

Comme le dit Gaétan Gagné, président du Syndicat des travailleuses et travailleurs du Club Entrepôt, on est ici dans « un tout petit magasin peu connu du grand public ». Avant le lock-out, le chiffre d'affaires hebdomadaire du magasin, assuré par une clientèle formée principalement de propriétaires de dépanneurs et d'épicerie qui s'approvisionnent en gros, pouvait néanmoins atteindre les 600 000 \$, selon M. Gagné.

Mais à l'évidence, les dirigeants de Loblaw ont la mèche courte. Loblaw, c'est la maison-mère, et un empire canadien de la distribution alimentaire qui, à partir de son fief de Brampton, dans la banlieue de Toronto, exploite une panoplie de bannières, dont Maxi, Provigo, Pharmaprix, T & T et Joe Fresh.

Un conflit révélateur

Sans convention collective depuis octobre 2022, les 23 employés du Club Entrepôt ont exercé leur droit de grève le 9 juin 2023. « Le lendemain, les portes étaient fermées. On est en lock-out depuis ce temps-là », raconte M. Gagné.

Amorcées au début de 2023, les négociations ont achoppé sur la question des salaires. L'offre patronale, qui n'a pratiquement jamais varié, tient en gros en ceci : une convention d'une durée de sept ans et des augmentations de salaire de 2% et de 1,5% par année, soit bien en-deçà des taux d'inflation enregistrés depuis 2022. Déjà que le secteur de l'alimentation, que Gaétan Gagné qualifie de « très dur », est le royaume des bas salaires...

« Dans l'épicerie, les conditions de travail sont pitoyables », renchérit Serge Monette, vice-président de la Fédération du commerce, une organisation affiliée à la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Le syndicat du Club Entrepôt est d'ailleurs représenté par la CSN.

Pour les Loblaw, Metro, Sobeys, Costco et Walmart, ces colosses de la distribution alimentaire qui « font de l'argent comme de l'eau », un mantra : « les conventions les plus longues possible et les salaires les plus bas possible », affirme M. Monette.



Une partie du groupe du Club Entrepôt : Gaétan Gagné, Nathalie Blouin, Josée Gravel, Pierre Blouin.

Photo : Benoît Poulin

Les dits colosses ont aussi tendance à multiplier les postes à temps partiel : un statut qui n'est pas toujours souhaité car il comporte moult désavantages, dont la précarité financière. (Des pratiques similaires sont constatées dans le secteur proche parent de la quincaillerie.)

Loblaw n'est donc pas le seul mauvais élève de la classe. « Disons qu'avec Loblaw, ce n'est jamais facile », insiste toutefois Serge Monette.

Contre toute attente, un règlement

Alors que l'on s'apprêtait à mettre sous presse, coup de théâtre : les deux parties ont conclu une entente de principe.

« Nos membres reprendront le travail bientôt », a commenté Serge Monette par courriel le 16 avril à 18 h.

Pendant ce temps, il y eut un été, un automne, un hiver et un printemps. Au fil des mois, la ligne de piquetage dressée en juin 2023 en face du Maxi du boulevard Henri-Bourassa s'était décimée car des employés, écoeurés, sont allés voir ailleurs. Les autres ont pu tenir le coup grâce au fonds de grève de la CSN combiné au produit de campagnes d'appui.

Pour l'heure, il est encore trop tôt pour préciser les termes de l'entente.

Demain

Il y eut un été, un automne, un hiver et un printemps. Au fil des mois, la ligne de piquetage dressée en juin 2023 en face du Maxi du boulevard Henri-Bourassa s'est décimée car des employés, écoeurés, sont allés voir ailleurs. Les autres ont pu tenir le coup grâce au fonds de grève de la CSN combiné au produit de campagnes d'appui.

Demain (c'est-à-dire l'an prochain, en 2025), la Fédération du commerce entamera dans le secteur de l'alimentation une « négociation coordonnée », soit une négociation touchant plusieurs établissements. On aura compris qu'une telle stratégie permet aux syndicats d'exercer une pression sur les employeurs.

Et s'il est vrai que, comme l'affirme Gaétan Gagné, « les conditions de travail dans le secteur sont en régression constante depuis quarante ans », cette stratégie est peut-être la seule qui tienne pour que les travailleuses et les travailleurs de l'alimentation soient mieux traités.

**Dans le plus beau quartier de Québec: Limoilou
il ne faut pas manquer Le Bal du Léopard**

★ ★ ★ ★ ★ ★ ★ ★

Bon choix musical-Terrasse-Ambiance sympathique-Plus de 20 sortes de VODKA-5 à 7 tous les jours-Spectacles-Choix de bières importées et de micro-brasserie québécoises-7 bières pression-Cidre pression et cidre en bouteille! La place dans le quartier

Le bar à Limoilou... depuis 1985

Le Bal du Léopard
1049 3^eme Avenue
Québec, Limoilou, ☎ 529.3829



ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC

PASCAL PARADIS

Député de Jean-Talon

BUREAU DE CIRCONSCRIPTION

3175, chemin des Quatre-Bourgeois, bur. 150,
Québec (QC) G1Q 2K7

✉ Pascal.Paradis.JETA@assnat.qc.ca

☎ 418 682-8167

f /pascalparadispa

✉ /pascalpparadis

Six-cents jours : le lockout des débardeurs continue, la Société des Arrimeurs vise à détruire le syndicat

Par David Johnson

Depuis maintenant plus de 18 mois, les débardeurs du port de Québec sont mis en lockout par leur employeur, la Société des Arrimeurs du Québec, qui semble être juste content de les ignorer sur la ligne de piquetage. Selon Stéphan Arsenault, président du syndicat des débardeurs, « l'esprit sur les lignes de piquetage est lourd. Les gens sont découragés de voir la position de l'employeur envers eux qui ont donné, pour plusieurs, de nombreuses années de leur vie et aussi leur santé afin que cette entreprise s'enrichisse et se serve de cette fortune construite pour nous frapper sans respect. »

Briseurs de grève

L'employeur empêche les débardeurs de faire leur travail durant le conflit, préférant le donner aux briseurs de grève : une tactique qui serait illégale si la loi sur le travail du Québec s'appliquait au Port. Mais étant un secteur sous juridiction fédérale, l'employeur peut se servir des briseurs de grève pour attaquer les employés et leur syndicat.

L'employeur « semble avoir changé son modèle d'affaire et ne plus nous compter dans l'équation », selon Stéphan Arsenault, président du syndicat des débardeurs, une situation qu'il dénonce comme « sans respect et inhumaine ».

Les demandes des débardeurs tournent autour d'une possibilité de concilier leurs vies professionnelles et familiales. Actuellement, il est commun qu'un débardeur travaille une cinquantaine de jours de suite. Ils sont tenus à appeler l'employeur à chaque fin de journée pour savoir s'ils travaillent le lendemain. Peu d'entre eux ont le droit de réserver une simple fin de semaine durant l'été pour s'assurer d'avoir du temps pour des vacances en famille.

L'employeur vise à détruire le syndicat

Selon M. Arsenault, les négociations ne bougent plus. Il constate que les débardeurs sont prêts à trouver une entente avec l'employeur, mais son absence à la table de négociation témoigne du fait « qu'il ne veut tout simplement plus de syndicat ». Les débardeurs préparent un recours majeur afin de démontrer que les employés de remplacement ne sont pas là juste pour le conflit mais pour une élimination du syndicat.



Au Port de Québec. Photo : Archives DDP.

CDPQ achètera QSL ?

Le président du syndicat des débardeurs voit une lueur d'espoir dans le fait que QSL, la compagnie principale de la Société des arrimeurs, est à vendre. Un acheteur potentiel serait la Caisse de dépôt et de placement du Québec, qui administre les fonds des régimes de retraite des employés syndiqués.

La contradiction entre les actions anti-syndicales des entreprises comme QSL et le mandat de la Caisse de gérer les fonds de retraite n'est pas perdue pour Nina Laflamme, conseillère au Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) qui représente les débardeurs : « Plusieurs dizaines de milliers de cotisants à ces régimes de retraite sont carrément des membres du SCFP », note Mme Laflamme. « QSL a beau se cacher derrière la Société des arrimeurs de Québec, elle est une compagnie qui joue un rôle très important dans le fait que les débardeurs de Québec seront en lockout depuis 19 mois dans quelques jours ».

Loi anti-briseur de grève fédérale

À l'occasion du premier anniversaire du lockout des débardeurs, le ministre fédéral du travail, Seamus O'Regan, avait pris l'engagement d'adopter une loi anti-briseur de grève fédérale. Selon Mme Laflamme, la loi est actuellement en lecture, discutée et commentée, par différents intervenants au Parlement canadien.

« Dans un monde idéal, l'objectif poursuivi est de la faire adopter, selon notre compréhension, cette année et avant les vacances estivales », note Mme Laflamme. « À partir du moment où elle sera adoptée et ratifiée par le sénat, il y aura un temps avant qu'elle soit mise en œuvre. Ce temps est encore en discussion.

22 avril

Jour de la Terre

En cette journée de réflexion et d'action,
engageons-nous à protéger notre environnement
pour les générations futures.

Des gestes simples peuvent faire une grande différence.
Participons à des activités éducatives
et écologiques pour un avenir durable.

Ensemble, agissons pour préserver notre environnement.

Julie Vignola
Députée fédérale de Beauport-Limoilou

2000, avenue Sanfaçon, bureau 101 | julie.vignola@parl.gc.ca
Québec (Québec) G1E 3R7 | 418 663-2113

julievignola.quebec
 JulieVignolabq
 JulieVignolaBL
 JulieVignolabq

Ressources pour les locataires

Comité d'aide au logement de Québec Ouest (Sainte-Foy)
2120, rue Boivin, Québec
418-651-0979

Ruche Vanier
550, boulevard Wilfrid-Hamel, local N-3
418-683-3941

BAIL (Saint-Roch)
265, de la Couronne, bureau 100
418-523-6177

Comité des citoyens et des citoyennes du quartier Saint-Sauveur
301, rue Carillon
418-529-6158

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste
780, rue Sainte-Claire
418-522-0454



Jour de la Terre
21 AVRIL 2024
GRANDE MANIFESTATION
POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE ET SOCIALE

RASSEMBLEMENT
13H SUR LA
GRANDE-ALLÉE
FACE AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS



Le festival de la décroissance revient pour une troisième édition

Du 13 au 18 mai 2024, venez vous joindre à nous pour une semaine riche en apprentissages, en réflexions et en discussions!

Avec une programmation alliant le ludique et le sérieux, tout le monde trouvera son compte lors de cette semaine :

Du lundi au vendredi : Chaque soir, découvrez une thématique spécifique à travers des conférences, des panels et des ateliers de discussion. De l'agriculture et l'alimentation aux savoirs et luttes autochtones, en passant par les modes de vie alternatifs, explorez des sujets variés et enrichissants.

Samedi 18 mai : Terminez la semaine en beauté avec une journée familiale et festive! Des kiosques, des ateliers, notre grande donnerie, des animations et un spectacle d'artistes engagés vous attendent. Venez découvrir des initiatives citoyennes et communautaires qui font écho aux valeurs et principes de la décroissance.

Lieu : Les activités en semaine auront lieu au Dôme du Centre Jacques-Cartier (CJC). La journée du samedi se déroulera dans la cour arrière du CJC et dans la rue Notre-Dame-des-Anges. Restez à l'affût pour découvrir la programmation complète (Facebook et site du Centre résidentiel et communautaire Jacques Cartier)

Le festival est organisé par le Centre Jacques-Cartier, l'Engrenage Saint-Roch, les AmiEs de la Terre de Québec et la Collectivité ZÉN de Québec.



CJC Centre Jacques-Cartier

Gratuit!

Conférences, kiosques, discussions, ateliers & performances artistiques

Du 13 au 18 mai 2024

Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier
421 Boulevard Langelier, Québec

Merci à nos partenaires:

Québec   

3ème édition

FESTIVAL DE LA DÉCROISSANCE

Programmation disponible sur facebook

" Festival de la décroissance 2024 "



COLLECTIVITÉ ZÉN DE QUÉBEC 

Des immigrants et des papillons

Le Québec comme lieu de rencontres

Par Nathalie Côté

Présenté au cinéma Beaumont de Méduse le 10 avril dernier, le documentaire de Rodrigo Rodriguez et de Pierre Mouterde *Des immigrants et des papillons* poursuit sa tournée au Québec depuis la première à l'ÉNAP (École d'administration publique) en novembre 2023 et sa présentation au Moulin des Jésuites en février.

Pierre Mouterde voulait « une vision large, humaniste, ouverte, pour construire quelque chose ensemble », explique-t-il. En plus de chercher à mettre en valeur un autre discours que le discours dominant du gouvernement actuel, trop souvent négatif face à l'apport des immigrants et des immigrantes, il désirait aussi « aller plus loin que le discours habituel de la gauche ». On voulait un discours unificateur et sortir des dénonciations habituelles, quoique essentielles, du profilage racial par exemple ». Selon lui, ce discours n'est pas suffisant : « Surtout quand on est à gauche, il faut penser à ce qu'on pourrait faire. » On entend ici parler d'autres choses que de « racisme systémique » et tant de formules maintes fois entendues pendant les dernières années. C'est une des qualités de ce film.

On y entend tour à tour une succession d'entrevues sur la question de l'immigration et de l'indépendance du Québec. Immigrants et immigrantes comme Québécois et Québécoises « de souche », font des interventions souvent touchantes. Une douzaine de personnes ont été rencontrées par les réalisateurs dont une intervenante avec les travailleurs saisonniers. Le très intéressant ex-directeur des caisses populaires Desjardins, Jean Ouellet, et le professeur de sciences politiques à la retraite Cheikh N'diaye, et son fils Aly N'diaye (alias Webster) artiste hip-hop et auteur bien connu à Québec prennent la parole.

On entend certes des habitués de ce genre de tribune, comme Maxime Fortin, alors coordonnateur

de la Ligue des droits et libertés, section Québec, mais aussi d'autres voix des plus pertinentes, telles Cindy Lee Mackenzie, directrice de l'organisme communautaire Espaces, ressources familles Sainte-Foy ou encore Nicole Giguère, graphiste, travailleuse indépendante, rencontrée par hasard dans un café lors du début du tournage. Elle est une des intervenantes à affirmer qu'elle en a assez que le peuple québécois soit traité de racisme.

Cela est mis en perspective avec l'histoire de la colonisation du Québec, et sa volonté d'indépendance. En même temps, le film aborde les difficultés des immigrants lors de leurs arrivées, mais aussi de leurs intégrations et nouvelles vies. Une rencontre a lieu entre les différents destins, les différentes luttes.

Le vidéaste d'expérience Rodrigo Rodriguez fait à cet égard un duo parfait avec le sociologue Pierre Mouterde. Ils n'ont pas hésité à aborder la question de colonisation, au cœur de l'histoire du peuple québécois. En cela, le film est très instructif.

Des discussions enrichissantes

Comme c'est souvent le cas lors de présentations de films en présence des réalisateurs, les projections sont l'occasion d'échanges fructueux : « La discussion fait



Les réalisateurs en tournage. Photo : Muriel Leclerc

partie du projet », note Pierre Mouterde qui constate combien les gens sont avides de s'exprimer et d'échanger sur le sujet, d'exprimer un discours, beaucoup plus nuancé que ceux qui dominent l'espace public. Il constate que trop souvent, les communautés qui s'installent ici, ignorent les particularités du Québec. Ce film est une occasion de rencontres et de participations à une « co-construction » du Québec, comme le souhaitent les réalisateurs.

Des immigrants et des papillons

Réalisation : Rodrigo Rodriguez et Pierre Mouterde
50 minutes, Québec, 2023

À l'Engrenage Saint-Roch à 19h, 18 avril, 560 St-Joseph E, organisé conjointement avec la CAPMO (gratuit) et en tournée au Québec.

Un premier colloque sur la laïcité à Québec

Par Nathalie Côté



Trois membres du Centre culturel des iraniens de Québec le 6 avril. Photo : Sajad Rabiee.

« L'éducation à la laïcité, une nécessité démocratique », c'est le titre du colloque qui s'est déroulé les 5 et 6 avril dernier au Palais Montcalm. Quelque deux cents personnes se sont réunies à l'invitation du Mouvement laïque québécois (MLQ). Fondé en 1981 à Montréal, le MLQ tenait son tout premier colloque à Québec.

Une trentaine de personnes y ont pris la parole. Ensaf Haïdar, bien connue pour son combat pour la libération de Raïf Badawi, l'auteure Djemila Benhabib et plusieurs personnalités connues pour leur défense de la laïcité étaient réunies sous la présidence d'honneur du sociologue Guy Rocher. Un salon du livre sur la laïcité s'y est même déroulé, rassemblant une quarantaine d'ouvrages sur le sujet.

Ce colloque a été l'occasion pour le MLQ de développer des liens avec le groupe Laïcité capitale nationale. Daniel Baril, président du MLQ se réjouit du développement de ces nouvelles solidarités, notamment avec les Québécois et les Québécoises d'origine iranienne.

Simorg, le centre culturel des iraniens de Québec

En plus des nombreux participants, trois membres du Simorg, le centre culturel des iraniens de Québec ont fait une performance musicale à la fin du colloque. Bahare Roohi a lu le texte « La femme qui crie dans les rues d'Iran pour son droit est l'Antigone de l'Iran », un texte porté par une conception essentielle de la laïcité :

« (...) « Le slogan "Femme, vie, liberté," n'est pas seulement un slogan simple, c'est la croyance d'une nation que quarante-cinq ans de domination religieuse ont réprimée, et maintenant les mots passent de main en main pour faire de nos croyances réprimées les leaders de nos luttes.

Après quarante-cinq ans, nous nous dressons face au régime religieux avec un grand non. La laïcité est une façon de vivre ensemble (Micheline Milot). Elle est la compagne de la paix, de la tranquillité et de l'amitié humaine. C'est une philosophie centrée sur l'humain et non sur l'idéologie, et nous devons travailler à sa création et à sa préservation chaque instant, chaque jour. (...) »

Les suites du colloque

Un ouvrage rassemblant les actes colloque paraîtra aux Presses de l'Université Laval d'ici la fin de l'année, espère Daniel Baril, président du MLQ. Il souligne aussi que de grandes revendications s'en sont dégagées, notamment, la poursuite du travail d'information auprès des fonctionnaires, des avocats et de la population en général. Le Mouvement laïque québécois revendique aussi que le 16 juin (jour d'adoption de la loi sur la laïcité au Québec) soit dorénavant reconnu comme journée nationale de la laïcité. Ce serait, selon le MLQ, une occasion annuelle de faire le point sur la situation de laïcité au Québec.

Pataphysique de guerre

Par Francine Bordeleau



Les Sept Lunes
de Maali Almeida

roman

Avec *Les Sept Lunes de Maali Almeida*, son deuxième roman, l'écrivain sri-lankais Shehan Karunatilaka flirte avec le réalisme magique pour raconter la guerre civile qui a dévasté son pays natal de 1983 à 2009. Résultat : un récit touffu et absolument passionnant.

Nous sommes en 1990 à Colombo, capitale du Sri Lanka. Un beau matin, le photographe de guerre Maali Almeida se réveille... mort! Le voilà plongé dans un endroit bizarre nommé « l'Entre-Deux » où errent des nuées de défunts transformés en goules ou en démons. Une femme aux allures d'employée de bureau (qui est une prof d'université assassinée) lui apprend que son cadavre a été jeté dans le lac Beira, qui traverse la capitale. Quand, comment, pourquoi est-il mort? Le principal intéressé ne se souvient de rien. Il se voit alors offrir sept lunes (soit sept jours) pour résoudre l'énigme de sa propre fin.

Maintenant qu'il est devenu un fantôme, Maali peut se jouer de l'espace-temps. C'est ainsi qu'il revisite les lieux et les moments clés de sa courte existence de trentenaire joueur porté sur le jeu, les substances illicites et les beaux garçons. Homosexuel caché (en principe), il avait un « amour interdit » qui était aussi le fils du « seul membre tamoul du gouvernement ». Engagé au cœur de la tourmente de par son métier, il a croisé la route de policiers véreux, de politiciens corrompus, de tortionnaires au service de l'État, de marchands d'armes, de sympathisants des Tigres tamouls... Enfin, il a pris des masses de photographies qui témoignent des atrocités de la guerre et qui sont incriminantes pour toutes les parties impliquées.

On pourrait donc dire de Maali Almeida qu'il vivait dangereusement, que plusieurs, appartenant à des camps divers, voulaient le voir disparaître, et que la liste des suspects est longue.

Virtuosité

Shehan Karunatilaka réalise ici tout un exploit. D'abord, il est rarissime que des écrivains se hasardent à mettre en scène un protagoniste enquêtant sur sa propre mort! Un polar campé dans l'au-delà, en somme! Or cette prémisse, aussi farfelue et fantaisiste soit-elle, fonctionne parfaitement. Qui plus est, le roman est écrit à la deuxième personne du singulier (au « tu ») : une forme narrative qui peut s'avérer lourde, mais que Karunatilaka maîtrise avec brio.

Le Sri Lanka, île du sous-continent indien, est assurément un pays que les Occidentaux connaissent très mal, malgré la célébrité de l'un de ses ressortissants, l'écrivain Michael Ondaatje, arrivé au Canada dans les années 1960. Tout comme sont méconnus les éléments de folklore, de mythologie, de croyances religieuses et bien sûr de politique qui constituent l'armature du récit.

Mais l'inventivité et le cynisme de Karunatilaka, l'étonnant mélange de genres (polar, réalisme magique, réalisme tout court...), l'amalgame de personnages fictifs et de figures historiques forment un composé irrésistible. C'est sans compter que dans notre monde en guerre(s), dans notre monde en proie aux conflits claniques que l'on sait, le roman a une résonance éminemment actuelle.

Le livre de Karunatilaka a été couronné du prestigieux prix Booker en 2022. Avec raison.

Shehan Karunatilaka, *Les Sept Lunes de Maali Almeida*, Paris, Calmann-Lévy, 2024, 450 p.

Le Tremplin d'actualisation de poésie (TAP) présente, chaque deuxième vendredi du mois à la Maison de la littérature, les Vendredis de poésie – des soirées où on accueille des poètes invités, auxquels se joignent des poètes qui prennent, par la suite, la parole à la scène libre. Droit de parole publiée à chaque numéro un poème lu lors de la dernière de ces soirées.

miracle morning

debout dans la cuisine
je répète des mantras américains sucrés
deviens la meilleure version de toi-même
shake protéiné toast à l'avocat
je me lève tôt je fais du yoga
je dresse la liste de mes gratitudes
puis j'essaye vraiment j'essaye
d'être reconnaissante puis tout ça
mais la plupart du temps
je veux juste faire feu dans la foule

sur ma to do list j'ai écrit : survivre
mon corps est un risque constant

j'essaye de ne pas les haïr

il y a des tristesses qui m'étranglent
comme des musiques d'ascenseur
des choses que j'aurais préféré ignorer
des choses qui me tirent vers la laideur
des supermarchés tristes des statistiques vives
savais-tu que les hommes quittent leurs femmes malades?
que la fortune des plus riches a doublé?
que la toundra se meure?
j'ai des blessures grandes comme des peurs d'enfants
puis des ecchymoses-cafards partout en dedans

la violence a un air de fuckboi
avec des tatouages sur le visage
et mon sexe se contracte déjà

Julie Gillet

VELOURS NOIR

velours noir volé
réverbérations hypnotiques
par-delà les portages
à la fronde
faire saigner les lampadaires
sous une averse d'étincelles

et les mères inquiètes
pour des nuits
où nos rites crispés
notre initiation
enfantent irritantes expirations
mes pores comme des restes

je suis sorti pendant la messe
nettoyer le naufrage
de la première morsure

Christian Roy

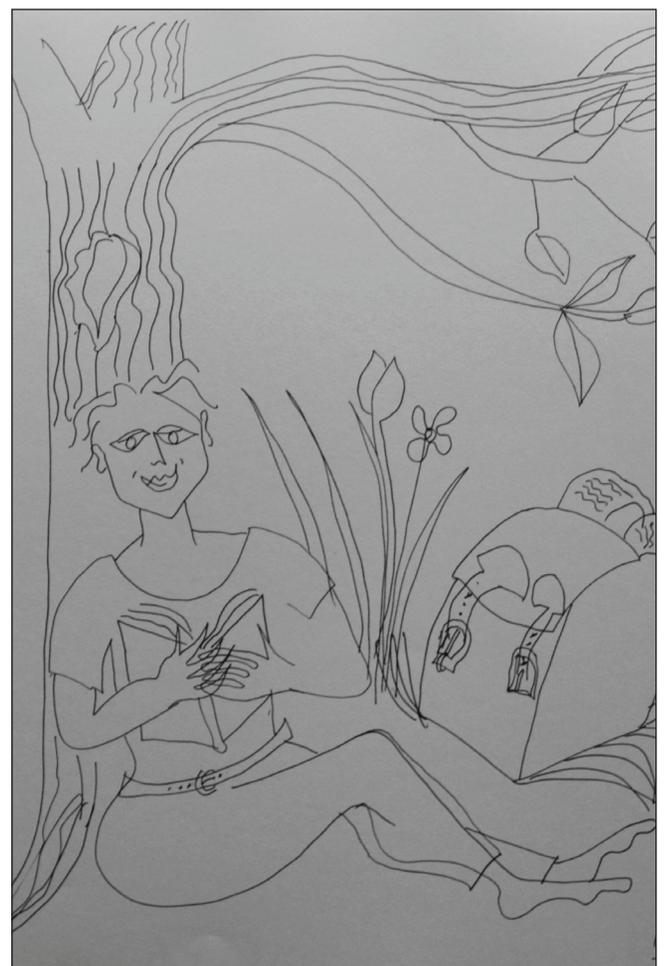


Illustration : Yorick Godin

Feuilleton théorique

Que signifie-t-on lorsqu'on affirme d'une idée qu'elle est valable, qu'elle a de la valeur? Cette opération de tous les jours procède nommément, en philosophie, de l'« économie de la pensée ». Ce cinquième opuscule du feuilleton théorique « Les économies » recense cette fois les usages du mot « économie » dans le champ de la philosophie.

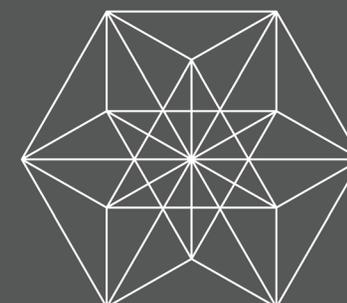
Depuis Kant, mais surtout depuis les néokantiens qui ont médité sur la dimension pratique de la pensée, réfléchir relève d'une économie qui cherche à mettre en relation une capacité de l'esprit à forger

des notions abstraites, un sens de l'observation des phénomènes sensibles et une psychologie tenant compte de l'état du savoir et de l'art de connaître en société.

Il s'agit aussi de découvrir la façon dont les sciences économiques modernes ont récupéré et tordu ces schèmes analytiques, en faisant de la monnaie l'instance de prédilection de l'évaluation, au point de pervertir ce que faisait l'économie de la pensée dans la finesse et l'ouverture.

Alain Deneault
L'économie de la pensée

Feuilleton théorique 5



L'économie de la pensée
Alain Deneault
Éditions Lux, 136 pages
Hors collection, Montréal, 2024

LUX



Plus jamais malade
Denis Fortier
Édition TRÉCARRÉ, 2024,
312 pages
Uklustration Cyril Doisneau



La santé au jour le jour

S'éloigner des maladies nécessite de prendre soin de sa santé dans sa globalité. Dans *Plus jamais malade!*, je présente mes meilleurs conseils, astuces et exercices pour :

- améliorer sa santé articulaire et cardiovasculaire, son sommeil, sa mémoire et son attention ;
 - profiter pleinement des bienfaits de l'alimentation, du mouvement, de la respiration et de la marche ;
 - favoriser la motivation et la valorisation de soi.
- Chaque exercice est abondamment illustré et accompagné d'un code QR menant à une démonstration vidéo. Les bénéfices de cette démarche sont

indéniables : réduction de la fatigue, soulagement de la douleur et amélioration de la gestion du stress, pour dire au revoir aux maladies.

Assurément, on prend goût au fait de se sentir mieux!

Denis Fortier est physiothérapeute (l'équivalent de kinésithérapeute, en France) depuis plus de trente ans. Vulgarisateur scientifique et clinicien reconnu, il détient une maîtrise en pratiques de la réadaptation de l'Université de Sherbrooke. Lauréat du prix Excellence de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec, ses livres sont publiés à travers le monde. Sa chaîne YouTube compte plus de 735 000 abonnés.

Autonomie alimentaire

Vous rêvez de transformer votre cour arrière en petit paradis de verdure où vous pourrez récolter vos propres fruits et légumes? Vous souhaitez vous libérer de ce gazon un peu trop uniforme pour augmenter la biodiversité sur votre terrain? Vous avez envie de mettre les mains dans la terre pour participer à l'effort collectif contre le réchauffement climatique? Que vous habitiez en ville, en banlieue ou à la campagne, ce guide pratique saura vous accompagner pas à pas pour aménager votre espace extérieur en îlots de verdure écologiques et comestibles. Mais par où commencer? Comment bien planifier votre projet? Que vous soyez amateur-e ou expérimenté-e en jardinage, ce livre vous indiquera comment :

- bien observer les caractéristiques de votre terrain : identification des plantes, ensoleillement, topographie du site, composition du sol, sources d'eau, vents dominants ;

- vous équiper et vous fournir en matières premières : outils essentiels, équipement de protection, matières organiques et minérales ;

- choisir vos plantes : arbres et arbustes fruitiers, plantes vivaces, annuelles, grimpantes et couvre-sols, zones de rusticité, achat et échange de végétaux ;

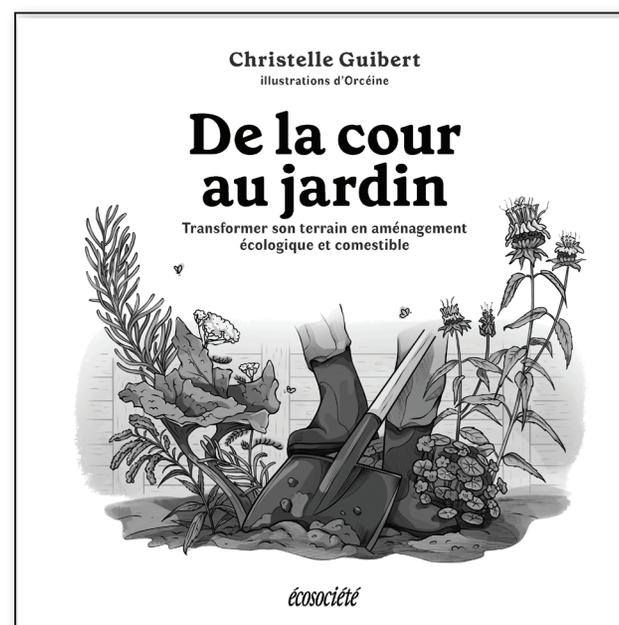
- concevoir votre aménagement : déterminer les variétés de plantes adaptées à votre terrain, établir une liste de préférences, les positionner sur un plan ;

- effectuer les travaux : définir les contours des îlots de plantation, retirer le gazon existant, installer une bordure ;

- installer un système d'irrigation : calculer le débit de l'eau, planifier le zonage d'irrigation, choisir les goutteurs, fabriquer un récupérateur d'eau de pluie ;

- entretenir votre terrain : gérer la pelouse restante, amender les plantations, tailler les arbres, hiverner les plantes, nettoyer les platebandes

Véritable mine d'informations, ce guide met l'accent sur la plantation d'arbres, d'arbustes fruitiers et de plantes vivaces pour créer un aménagement qui s'entretient facilement, au plus bas coût possible. L'objectif est de créer un jardin écologique et résilient face aux changements climatiques, en plus de parvenir à une certaine autosuffisance alimentaire. Au bout de quelques années, vous verrez que vos efforts seront largement récompensés et que votre terrain ravira autant vos papilles que vos pupilles!



De la cour au jardin
Christelle Guilbert
Éditions ÉCOSOCIÉTÉ
Montréal, 2024, 152 pages
Collection Savoir-faire



Une fin d'emploi qui fait mal?

Appelle Action Chômage de Québec

Un problème avec l'assurance-emploi?

Vous n'arrivez pas à recevoir de prestations d'assurance-emploi?

Nous sommes là pour vous guider à travers la *Loi sur l'assurance-emploi*

418-523-7117, info@actionchomage.org
actionchomage.org, facebook.com/actionchomage



**ACTION CHÔMAGE
DE QUÉBEC**



Centraide
Québec et
Chaudière-Appalaches

**Vous aimez lire Droit de parole ?
Vous pouvez le trouver dans
les lieux suivants**

- LIMOILOU**
- Alimentex**
1185, 1^{er} avenue
- Bal du Léopard**
1049, 3^e avenue
- Espace 13/2 culturel et
communautaire**
210, 13^e rue
- Bibliothèque Saint-Charles**
400, 4^e Avenue
- Cégep de Limoilou**
1300, 8^e Avenue
- Saint-Roch
Tam-tam café**
421, boulevard Langelier
- CAPMO**
435, rue du Roi
- Maison de la solidarité**
155, boulevard Charest Est
- Bibliothèque Gabrielle-Roy**
230, rue du Pont
- SAINT-SAUVEUR**
- Au bureau de Droit de parole**
266, Saint-Vallier Ouest
- Centre Durocher**
680, rue Raoul-Jobin
- Supérette, bouffe et déboire**
411, Saint-Vallier Ouest
- Centre communautaire
Édouard-Lavergne**
390, Arago Ouest
- Pub chez Girard**
370, rue Saint-Vallier Ouest
- Marmiton pizza**
519, rue Saint-Vallier Ouest
- SAINT-JEAN-BAPTISTE**
- L'ascenseur du faubourg**
417, rue Saint Vallier Est
- Bibliothèque de Québec**
755, rue Saint-Jean
- L'Intermarché**
850, Rue Saint-Jean
- MONTCALM**
- Centre Frédéric-Back**
870, avenue de Salaberry
- STE-FOY**
- Université Laval**
- Pavillons Casault
et Bonnenfant**
- Comité logement d'aide
aux locataires de Ste-Foy**
2920, rue Boivin
- Librairie Laliberté**
1073, route de l'Église
- Librairie Vaugois**
1300, avenue Maguire, Québec
- CEGEP Gardeau**
1660, boulevard de l'entente
- VIEUX-QUÉBEC**
- Librairie Pantoute**
1100, rue Saint-Jean

1 MAI

Manifestation

Journée internationale des
travailleurs et travailleuses



UNI.E.S POUR
NOS CONDITIONS
DE TRAVAIL ET DE VIE

DÉPART 17H00, PARC DUROCHER, 396 RUE ST-VALLIERS OUEST











Souper spaghetti

Mouvement
des travailleur.se.s chrétien.ne.s-MTC

Samedi le 18 mai 2024
de 16h00 à 22h00

Centre Durocher,
Édifice Mgr Bouffard,
680, rue Raoul-Jobin, Qc



Coût : 20.00\$ adulte
10.00\$ enfant
(12 ans et -)

Thème : Une justice sociale
dans une économie pour la vie !

Activité interactive :
Sondage, lancement de livre
et danse...

Pour informations, réservations :
Téléphone : 418 931-7293
Et par courriel : mtcquebec@gmail.com

Droit de parole

Soutenez votre journal : devenez membre et ami.E !

Devenez ami.E de Droit de parole	100 \$
Nom :	
Adresse :	
Téléphone : Courriel :	
Abonnement individuel	30 \$
Abonnement institutionnel	40 \$
Abonnement de soutien	50 \$
Adhésion individuelle	10 \$
Adhésion individuelle (à faible revenu)	5 \$
Adhésion de groupes et organismes	25 \$

Retournez le paiement en chèque ou mandat-poste à :
 Journal Droit de parole – 266, St-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 | 418-648-8043 | info@droitdeparole.org | droitdeparole.org

Lisez-nous en ligne
droitdeparole.org